



**HAL**  
open science

# Une question éminemment urbaine : les mouvements sociaux de la ville

Emmanuel Bellanger

► **To cite this version:**

Emmanuel Bellanger. Une question éminemment urbaine : les mouvements sociaux de la ville. Michel PIGENET; Danielle TARTAKOWSKY. Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours, La Découverte, 2012. halshs-01451215

**HAL Id: halshs-01451215**

**<https://shs.hal.science/halshs-01451215>**

Submitted on 31 Jan 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Emmanuel BELLANGER, « Une question éminemment urbaine : les mouvements sociaux de la ville », in Michel PIGENET, Danielle TARTAKOWSKY (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012, pp. 543-554.**

### **PRÉSENTATION :**

Ce chapitre d'ouvrage, dirigé par Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky, procède d'une approche historique des mouvements sociaux qui ont contribué à configurer et reconfigurer l'histoire sociale, politique et urbaine de la France des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Notre contribution s'attache plus particulièrement à mettre en perspective la place et le cadre de « la ville » dans les mobilisations sociales.

### **Les mouvements sociaux de la ville (années 1920-1960) : une question éminemment urbaine...**

Les mobilisations sociales dans la France du XX<sup>e</sup> siècle sont affiliées à « des organisations, des réseaux, des traditions et des solidarités, [...] expressions ostentatoires de la dignité, de l'unité, de la masse et de l'engagement » [Tilly, Tarrow, 2008, p. 27]. Elles ont aussi un territoire prééminent de ralliement et de ressourcement : la France des villes et des banlieues en profondes mutations économiques et sociales. Lieux d'émergence, de sédimentation et d'institutionnalisation du mouvement social, la France urbaine est un épiceutre foisonnant de pratiques nouvelles de contestation et de politisation de l'espace où l'on travaille et où l'on réside. Dans les communes en voie de densification et d'étalement, les rapports de forces insufflés par les organisations collectives visent la conquête, la reconnaissance et la préservation de droits. Elles s'attachent également à la défense des conditions d'existence des déracinés, des pauvres, des familles exposées à la promiscuité et aux désordres urbains. Le mouvement social ne se réduit pas à des luttes sociales avec de violentes altercations sur le mode des révoltes, des émeutes, des révolutions. Ses expressions urbaines peuvent être plus pondérées dans la tradition des banquets, des enterrements solennels, des manifestations commémoratives, des réunions publiques, des pétitions et des fêtes dont l'usage est acclimaté à la culture politique locale [Offerlé, 2009].

Le mouvement social s'attache à la prise en main de territoires emblématiques de la République. La ville, terre d'accueil ou de relégation, infligée ou choisie, cristallise les conflits. En réaction, ses élites mettent en œuvre des dispositifs de régulation et de pacification [Marec, 2005]. Il n'y a pas, en effet, d'édification possible d'un État social sans la collaboration des collectivités territoriales et sans la médiation de corps intermédiaires légitimés par leur implantation urbaine et leur acculturation religieuse, partisane, corporatiste, syndicale, mutualiste ou associative. Il n'y a pas non plus de déploiement possible des partis, des syndicats, des mouvements de masse et des groupes d'intérêts aux effectifs plus modestes, sans une organisation décentralisée et

territorialisée de leur entité nationale. Ces institutions se déclinent en antenne associative, en union locale, départementale ou régionale, en section ou en cellule d'entreprises et de quartier, en comité de ville et en fédérations.

Le mouvement social a toujours une incarnation et une assise locale. Lorsqu'il défile dans les rues ou lorsqu'il s'exprime par le biais d'occupation ou de barricades, il s'impose une géographie signifiante et polarisante de l'espace public, qui recoupe celle des flux et des centralités de la mobilité urbaine qui lui assurent sa visibilité et son audience : les usines, les bourses du travail, ces « maisons du peuple », les hôtels de ville, ces « maisons communes », les préfetures, les cimetières, les places et les voies de passage au nom symbolique et fédérateur.

### **L'inéluctable urbanisation du mouvement social**

Dans les années 1920-1930, qui mieux que les sociologues de l'École de Chicago ont analysé le « phénomène urbain comme forme d'organisation sociale » [Wirth, 1934]. La ségrégation urbaine a favorisé les procédés de mises à distance de celui qui est étranger à l'entre-soi affinitaire, mais elle a aussi engendré des réseaux communautaires qui, face au déracinement et à l'anonymisation de la ville, ont produit des formes encadrées et institutionnalisées de socialisation, de contrôle et d'engagement altruiste et collectif [Grafmeyer, 2002]. En France, des années de l'Entre-deux-guerres aux Trente Glorieuses, cette promiscuité s'est nourrie d'une lente et irrésistible rétractation du monde rural et d'une forte urbanisation de la ville industrielle en passe de devenir en quelques décennies une ville tertiarisée. Les années 1930 marquent à ce titre le franchissement d'un seuil symbolique dans l'histoire de la croissance urbaine française. Au recensement de 1931, l'hexagone concentre une majorité de citoyens selon les critères de la Statistique générale de France. La population urbaine surpasse la population rurale et ce mouvement ne cesse de se creuser avec un taux d'urbanisation passé de 50,8 % en 1931 à 72,9 % en 1975. Dans la France des années 1970 plus de 38 millions d'habitants vivent dans une commune urbaine, ils n'étaient que 18 millions au début du siècle. Cette poussée démographique coïncide avec le décollage du nombre de grèves, ciment d'une forte effervescence sociale des années 1930 aux années 1970, avec ses pics historiques de 1936, de 1946 à 1950, de 1968 et des années 1970. Lissé sur cette moyenne durée de quarante ans, ce sont plus d'un million de grévistes qui se mobilise chaque année, à l'exception notoire de la période du régime de Vichy.

Plus que les centres-villes, ce sont leurs quartiers périphériques des anciens faubourgs et leurs banlieues en pleine métamorphose qui ont capté la part essentielle du mouvement migratoire et, à partir du début des années 1940, de l'excédent naturel. Les populations de ces nouveaux territoires aux prises avec un mouvement ancien de déchristianisation dessinent une autre géopolitique aux expressions collectives plus radicales. Dans les grandes agglomérations, celle de Paris en particulier, c'est de ces territoires que jailliront, en marche, des bataillons de contestation de l'ordre capitaliste et du régime républicain libéral. Autant de groupes d'appartenances qui configureront une territorialisation de l'action collective à visée protestataire, réformatrice ou

révolutionnaire. Une territorialisation militante qui recouvre bien souvent le périmètre d'implantation du socialisme municipal à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du communisme à partir des années 1920, enracinés dans les corons des mines, du textile, de la sidérurgie, dans les quartiers populaires de la banlieue rouge, dans les bastions ouvriers où se cristallisent une sociabilité militante et une identité politique locale.

Dans une perspective émancipatrice, la ville, entendue dans sa forme urbaine agglomérée et étendue, est l'espace privilégié de la ferveur populaire. Autant dire que la question sociale qu'appréhende la nébuleuse réformatrice de la Belle Époque, est devenue plus tôt qu'on ne l'imagine une question éminemment urbaine. Les marges tentaculaires de la ville contemporaine, son extension anarchique, la précarité et le surpeuplement de sa population la plus soumise aux crises, l'insalubrité de l'habitat du petit peuple urbain et les réactions révoltées de ce dernier, menacent la fondation des hiérarchies sociales assises sur le savoir académique et le capital foncier et mobilier. Une peur urbaine qui se transforme chez certains en « détestation de la ville » qui cache bien souvent une autre aversion, celle de l'étranger et du pauvre, surtout lorsque cet inconnu est de plus en plus conscient et insoumis et qu'organisé, il conteste l'ordre établi [Baubérot, Bourillon, 2009].

Les syndicats, les partis et leurs associations satellites se réclamant de la classe ouvrière se partagent l'espace urbain avec d'autres acteurs de la société civile, concurrents ou complémentaires des premiers. S'y mobilisent les sociétés de secours mutuels, les coopératives, les associations de défense des zoniers, des mal lotis, des locataires et des petits propriétaires, les ligues de défense de la natalité, de l'hygiène et de la famille, les associations de quartiers, les organisations communautaires d'immigrés et les sociétés locales sportives et culturelles qui animent le patriotisme municipal et régionaliste. Sans oublier, sur un autre registre, les œuvres missionnaires du catholicisme social et des autres institutions confessionnelles, qui face à l'impiété grandissante des cités populaires entrent également en mouvement et élargissent le registre des interventions collectives en s'appuyant sur le réseau d'évangélisation des services culturels et de la pastorale urbaine soutenu par l'Œuvre des chapelles de secours fondée en 1900, qui annonce les réalisations monumentales des Chantiers du Cardinal des années 1930 et des Trente Glorieuses.

Toutes ces organisations, y compris celles qui se présentent comme apolitique sans l'être dans leurs pratiques, donnent forme à un mouvement social urbain hétérogène et éclaté, dont la fréquence des réactions et l'intensité des actions varient selon les traditions et les cultures des territoires soumis aux événements politiques, à la conjoncture économique et aux stratégies des organisations sociales. La mobilisation d'une ville cheminote en 1920, au moment d'une grande grève de la corporation, contraste ainsi avec la tempérance d'une cité résidentielle plus conservatrice qui investira d'autres champs de captation de la société locale. De même, au niveau national, le tissu industriel et social des villes agit sur l'affluence et la diversité des manifestations

politiques et des initiatives engagées pour célébrer des jours de commémoration nationale ou internationale à l'instar du Premier mai.

Marqué à vifs par l'expérience de la Grande Guerre, le mouvement social s'étend, se diversifie et s'enracine dans la France des villes. Ils imprègnent les usages sociaux de la vie urbaine. Ils forgent de nouvelles expressions politiques qui interagissent sur les processus de négociations. Ils concourent à la légitimation politique des milieux populaires, restés longtemps relégués et écartés du cercle des élites urbaines, et confortent *in fine* l'institutionnalisation d'une nouvelle culture de régulation. Une culture dont l'assise est aussi portée par l'attractivité urbaine et la foi dans le progrès social du solidarisme républicain décrites dans les années 1930 par l'instituteur secrétaire de mairie, Roger Thabault, dans sa monographie communale *L'ascension d'un peuple*.

### **Un mouvement social diffus, hétérogène et divisé**

Les mouvements de contestation de la société et de ses inégalités sont concomitants avec l'urbanisation, l'industrialisation et l'entrée sur la scène politique du monde ouvrier, certes hétérogène, mais de plus en plus conscient de sa condition et de sa force collective. Dans les nouvelles couches sociales urbaines de la société salariale, la centralité ouvrière est à son apogée. Elle a gagné en représentation syndicale et politique. Sous l'impulsion de la seconde révolution industrielle, elle a été portée par des organisations de masses dont l'influence s'étend à d'autres groupes sociaux en pleine croissance. L'expression du mouvement social s'appuie en effet sur de puissants réseaux urbains, parmi lesquels se rangent l'amicalisme et le syndicalisme des fonctionnaires et des personnels assimilés de l'État, des collectivités locales et des établissements hospitaliers. Leur nombre n'a cessé de s'accroître avec la mise en administration et en équipement des territoires urbanisés. Rien que pour le personnel communal, les effectifs sont passés en trois décennies, de la fin des années 1930 à la fin des années 1960, de 296 000 agents à plus de 618 000 « communaux ». L'augmentation des personnels des services urbains a accompagné la reconnaissance de la Troisième République des mairies, avec leurs régies municipales, leurs groupes scolaires, leurs crèches, leurs bibliothèques, leurs dispensaires. La frange syndiquée de ces « communaux » est devenue l'un des relais de la mobilisation sociale. Dès 1919, son activisme pour l'octroi d'un statut national prolonge celui des ouvriers de la métallurgie des quartiers et des communes industrielles de la région parisienne.

Les mouvements sociaux de la France urbaine sont loin de se polariser uniquement sur le lieu de travail. Ils investissent également l'espace résidentiel et le temps libre des citoyens qui s'est élargi avec l'obtention du repos dominical, des jours de vacances et de la diminution des journées de labeur. Ils ne se formalisent pas sur les seules revendications de reconnaissance sociale et statutaire. L'effervescence du patriotisme urbain est aussi une expression du mouvement social communaliste et régionaliste de défense du territoire. Cet esprit de clocher est animé de traditions festives faites de commémorations et de célébrations locales.

Les effets néfastes de la croissance urbaine sur les conditions d'existence des citadins et la dégradation de leur environnement interagissent sur le mouvement social. Dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, des collectifs relayés par leurs élus se mobilisent contre la pollution industrielle, ce « démon moderne », qui souille l'air, les rivières et leurs territoires environnants, tout en dépréciant la rente foncière des propriétaires [Bernhardt, Massard-Guilbaud, 2002]. Ce mouvement recoupe bien souvent des conflits de hiérarchie urbaine entre la ville-centre décriée comme « colonisatrice » et les périphéries suburbaines qui accusent la première de délester sur ses marges ce qui l'incommode ou entrave sa prospérité (décharges, terres d'épandages, cimetières, prisons). De ces antagonismes de territoire dans la France urbaine ségréguée du XX<sup>e</sup> siècle naissent des politiques de régulations, de coopérations et de péréquations. L'intervention de la puissance publique vise alors à compenser l'éclatement de la ville, à lui donner de la cohésion, à faciliter ses mobilités et à canaliser les tensions sociales qui la traversent pour y préserver la paix sociale.

Une myriade d'associations se forme sous la Troisième République pour atténuer les maux de la civilisation urbaine ; ces fléaux sociaux que sont le déracinement, la paupérisation, la dénatalité, la mortalité infantile, les épidémies et l'insalubrité. Forgés autour de considérations hygiénistes, sanitaires, natalistes et familiales, pour ne pas dire nationalistes, morales et sexistes, ces collectifs réagissent aussi à la concurrence des mouvements révolutionnaires qui combattent la misère urbaine et son exploitation. La création concomitante de la Société française des habitations à bon marché (HBM) en 1889, de l'Alliance nationale contre la dépopulation et la Ligue du coin de terre et du foyer en 1896, de la Ligue contre l'alcoolisme en 1901, de la Ligue populaire des pères et mères de familles nombreuses et de la Section d'hygiène urbaine et rurale du Musée social en 1908 ou encore des sociétés de préservation contre la tuberculose témoigne de l'appréhension de la question urbaine. La promotion de l'hygiénisme social, des œuvres d'assistance maternelle et infantile, des jardins ouvriers, des écoles de plein air, de la famille et de la femme au foyer, de la lutte contre les îlots insalubres est au cœur du projet solidariste des élites philanthropiques et réformatrices de la République, inquiètes de la radicalisation politique de la classe ouvrière. Sous la pression des demandes sociales, ces organisations contribuent à l'adoption d'un corpus de lois, placé sous les auspices du compromis républicain, sur la protection de l'enfance, l'assistance aux vieillards, aux femmes en couche et aux familles nombreuses, sur les HBM, les bureaux d'hygiène et les dispensaires ou sur le placement des chômeurs, l'éducation populaire et physique et la formation professionnelle. Le mouvement familialiste et nataliste, un mouvement de plus en plus populaire où s'illustre la France des notables et des élites urbaines, ne cessera d'œuvrer en faveur de la codification des lois familiales obtenues à la fin des années 1930.

Après les préoccupations liées à l'absence de travail, à la cherté de la vie et à la santé, le surpeuplement et la crise récurrente de logements sont devenus au cours du XX<sup>e</sup> siècle un des principaux leviers de la mobilisation sociale urbaine. Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, des groupes de contestation s'organisent pour la défense des locataires. « Créée en 1916, la Confédération nationale du logement se définit comme un syndicalisme des locataires. Elle considère le

logement comme une dimension de la lutte des classes entre les locataires et leurs propriétaires, symbolisée par le vautour. Son programme se concentre sur le refus de la hausse des loyers et des expulsions par une action juridique et une mobilisation militante et ses modes d'action sont inspirés de ceux du monde ouvrier [...]. Malgré l'apparition d'organisations concurrentes (l'Association populaire familiale en 1952 ou la Confédération générale du logement en 1958 issues du catholicisme social), la CNL, implantée dans plus de 70 départements, conserve son caractère d'organisation de masse à tendance communiste, fustigeant les politiques menées par le gouvernement » [Jolis, 2013]. Reconnues dès 1947 comme un interlocuteur officiel du mouvement HLM des fédérations d'offices publics, des coopératives et des sociétés anonymes et de crédits immobiliers, structurées en Union nationale dès la fin des années 1920, les associations de locataires intègrent, à leur tour, les dispositifs de négociations et de gestion du logement social.

La reconversion urbaine des communes rurales a renforcé les déséquilibres territoriaux, sources de ségrégations et de contestations sociales. L'expérience des lotissements défectueux, quarante années avant celle de l'habitat indigne des bidonvilles, illustre l'accélération de la fragmentation des territoires urbains au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Dans l'agglomération parisienne, 2 000 hectares sont urbanisés chaque année dans les années 1920 et 1930. Les banlieues sont criblées de zones d'habitations, souvent enclavées et sans raccordement aux réseaux modernes de commodités. Cette urbanisation anarchique a un coût social élevé qui tient à l'absence ou à la déficience d'infrastructures. Dans la France des années 1930, ces lotissements défectueux s'étendent sur 210 000 parcelles dont 185 000 situées en région parisienne. Près de 700 000 personnes y vivent [Fourcaut, 2000]. Cette crise urbaine provoque une réaction sociale d'ampleur. Elle oblige les élus locaux, les parlementaires et les autorités de tutelle à s'impliquer dans l'élaboration de lois, votées en 1924 et 1928, afin de résorber ces lotissements représentés par des associations syndicales de mal lotis. Pour modérer la mobilisation de territoires travaillés par la militance communiste, identifiée à un ennemi de la République « le couteau entre les dents », l'intervention des pouvoirs publics et des collectivités locales devient plus massive. Elle s'illustre par un engagement public pour la réalisation de grands réseaux urbains de service public.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la question des lotissements défectueux n'est plus centrale, mais celle de la pénurie de l'habitat le reste. La fièvre sociale et urbaine est entretenue par la situation catastrophique du logement : 18 % du parc immobilier a été endommagé partiellement ou totalement entre 1940 et 1944 et les habitations restantes subissent la pression du baby-boom et de l'immigration intérieure et extérieure. Cette tension entre la demande et l'offre est à la source de mobilisations sous la forme d'occupations dans la tradition des squats collectifs de la Belle Époque. Le mouvement des squatters surgit dans plusieurs grandes villes de France avec notamment le soutien du Mouvement populaire des familles (MPF) et de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). La crise du logement dénoncée depuis le second XIX<sup>e</sup> siècle mobilise contre elle, autour des associations de sinistrés et de sans-logis, une nébuleuse de groupements communautaires, politiques et syndicaux qui interpellent l'opinion et

les pouvoirs publics. Ces associations sont relayées par la fédération des centres de Propagande et action contre les taudis (Pact) fondée en 1951, présentée comme l'héritière de la Ligue nationale contre les taudis créée 27 ans plus tôt, et par les associations de locataires, les organisations associées au Parti communiste à l'instar du Secours populaire, le mouvement *Emmaüs* fondé en 1949 et les syndicats dont la CFTC qui établit une Charte de l'habitat dès 1949. Bien avant l'appel de l'abbé Pierre de 1954, ces groupements s'activent contre le fléau social des mal-logés et des sans-logis. Pour les détracteurs des défaillances de l'État planificateur, le logement relève des droits économiques et sociaux fondamentaux défendus dans le programme du Conseil national de la Résistance (CNR) et inscrits dans le préambule de la constitution du 27 octobre 1946.

Devant ce concert de protestations qui entraîne la mobilisation des élus locaux, l'État finit par réagir conscient de la gravité de la pénurie de logements. Avec retard, au tournant des années 1950-1960, l'aide publique au financement du logement et l'industrialisation des procédés de construction donnent lieu à d'importantes opérations urbaines. Si la politique publique des cités d'urgence reste marginale, les retombées sociales de la programmation de logements sociaux sont en revanche significatives. Plus de 2 950 000 HLM ont été construites entre la fin des années 1940 et le milieu des années 1970.

Dans les années 1960, la vie sociale dans les grands ensembles produit de nouvelles formes d'animation urbaine, associative et culturelle autour des comités de quartier, des « conseils de résidents » ou des « MJC ». Cette animation sociale renouvelle des pratiques plus anciennes de participations collectives affiliées aux coopératives de logements de l'entre-deux-guerres et au mouvement d'autoconstruction du type des Castors structuré en union nationale à partir de 1950. Mais dès les années 1960, un certain nombre d'associations, d'experts et de praticiens de la ville, professionnels et élus, prennent leur distance avec ces grands ensembles urbains, contemporains des zones à urbaniser par priorité (ZUP) décrétées en 1958. Ces groupes de logements collectifs qui devaient être des « nouvelles villes » deviennent à leur tour des territoires enclavés et sous-équipés, affectés d'un mal stigmatisant : la « sarcellite ». Dans certains de ces quartiers, les signes avant-coureurs d'un désenchantement des banlieues et d'une demande de reconnaissance de leurs habitants sont visibles bien avant les premiers « rodéos » des années 1970 et 1980.

### **Un territoire singulier : les villes rouges**

La ségrégation urbaine, le syndicalisme ouvrier et l'émergence dans le paysage urbain d'organisations politisées de défense des mal-logés ou des sans logements, confortent l'assise d'un municipalisme « rouge » affilié au socialisme et au communisme. En 1920, le Parti socialiste SFIO s'appuie déjà sur un réseau de 700 communes urbaines. Durant l'entre-deux-guerres et les Trente Glorieuses, le Parti communiste étend à son tour son emprise territoriale. Il dirige 70 mairies en 1925, 104 en 1929, plus de 300 en 1935, plus de 1 400 en 1945, dans le contexte particulier de la Libération, et toujours plus de 1 100 des années 1950 aux années 1970 [Martelli, 2008]. L'enracinement de ces villes rouges marque les représentations politiques de la France urbaine du



XX<sup>e</sup> siècle. Elles sont identifiées à un territoire de bastion et de polarisation des forces vives du mouvement communiste hexagonal. En 1935, la banlieue rouge parisienne couvrait déjà plus de 750 000 habitants ; dans les années 1970, à la faveur des alliances de l'Union de la gauche, plus de huit millions de citoyens ont un maire communiste.

Les villes rouges insufflent un « patriotisme de clocher à base de classe » [Fourcaut, 1986] et retournent, au profit des classes populaires, les hiérarchies sociales [Pudal, 1989]. Elles deviennent le terrain d'organisation, de mobilisation et de ressourcement des manifestations politiques et le vivier de recrutement des militants et des cadres syndicaux qui y résident. L'enracinement local offre aux mondes populaires des « ressources d'autochtonie » qui façonnent l'engagement politique et la sociabilité militante [Retière, 2003]. Aux prises avec la stratégie du mouvement international communiste, les villes rouges renforcent l'intervention du PCF dans le mouvement social. Elles soutiennent les conflits du travail encadrés par la CGTU, puis la CGT, et les activités des mouvements du sport ouvrier, de la jeunesse et des femmes communistes. Elles relaient les mots d'ordre de leur parti contre les guerres coloniales, celle du Rif dès le début des années 1920, contre le fascisme et pour la défense de la République espagnole dans les années 1930, pour la conquête de nouveaux droits sociaux à la Libération ou pour la paix et contre « l'impérialisme américain » durant la Guerre Froide. Elles apportent leur contribution matérielle, financière et humaine aux fêtes de *l'Humanité*, aux occupations d'usines et aux manifestations, dont l'une des plus violentes se produit en 1952 contre le général Ridgway. Elles soutiennent les grèves politiques de 1953, les mobilisations ouvrières de mai 1968 et les grèves des mineurs de 1948 et 1963 en accueillant leurs marcheurs et leurs enfants. Jusqu'à dans les années 1970-1980, les villes rouges promeuvent une image mythifiée de la mère patrie du socialisme. Elles célèbrent en grande pompe son anniversaire et rendent hommage au maréchal Staline et à son camarade Maurice Thorez, secrétaire général du PCF de 1930 à 1964, lors de grandes manifestations locales de ferveur populaire.

Pour préserver son hégémonie dans de nombreuses communes, relayer la force militante du PCF et imposer son magister sur le mouvement social local, les villes rouges captent également dès les années 1920 des traditions plus anciennes de mobilisations collectives : de la célébration de la « Rosière rouge » aux concours du plus beau bébé. Elles investissent la vie communale et concourent à faire de leurs territoires des espaces de fierté ouvrière en s'appuyant sur ses politiques publiques d'encadrement et de contrôle social, les fêtes, les colonies de vacances, les patronages, les centres de santé, les animations culturelles et les cités de logements sociaux. Dans les banlieues populaires, le périmètre des quartiers HLM, recoupe fréquemment, et parfois dès les années 1930, les zones d'implantation et d'enracinement du Parti communiste. Dans de nombreuses communes, l'expérience des grandes opérations urbaines a facilité la canalisation des suffrages et des mobilisations populaires. Les maires communistes ont privilégié l'édification de logements sociaux sur leur territoire non seulement parce qu'elle répondait aux demandes exprimées par leurs électeurs, mais aussi parce qu'elle favorisait l'encadrement social de

ces quartiers densifiés et servait la mobilisation d'une France rouge en dessinant une géographie populaire du mouvement social communiste.

Les villes rouges ne se réduisent pas à l'écosystème politique d'une contre-société. Leurs élus investissent deux champs, celui du mouvement social et celui du système républicain de délibération, de négociation et de compromis. Dès les années 1930, ils assurent une médiation sociale et saisissent les opportunités offertes par l'État providence en gestation. Leurs relations avec leurs adversaires politiques se normalisent et se pacifient. Au tournant des années 1920-1930, dans son ouvrage à succès, *Le Christ en banlieue*, le père Lhande vantait déjà les bienfaits du « pacte de séparation courtoise » scellé entre les maires communistes et les hommes d'église. Les années d'après-guerre marquent le passage de la courtoisie à la collaboration ouverte. Les prêtres ouvriers et les mouvements catholiques progressistes, l'ACO et la JOC en tête, ne sont plus dans un rapport de concurrence mais de dialogue et de coopération. Sous l'impulsion du maire de Vitry, Marcel Rosette, président de l'association des élus locaux communistes, les années 1970 pointent également une inclinaison nouvelle du PCF en faveur de la participation des habitants à la vie municipale, de la démocratie locale et de « l'autogestion communale ».

Cet âge d'or est cependant ébranlé au même moment par le choc de la désindustrialisation et l'avènement du chômage de masse qui mettent fin à la domination du mouvement communiste dans de nombreuses cités populaires. Les villes rouges se mobilisent en vain contre la fermeture des usines et freinent la reconversion tertiaire de leur territoire. Les classes populaires sont précarisées. Le parti communiste et sa société locale se délitent et se recomposent. La figure de l'immigré enraciné remplace celle emblématique du métallo. La militance ouvrière qui structurait l'identité sociale et politique de la banlieue rouge des années 1920 aux années 1960 se désagrège avec l'affaiblissement des bases sociales de la mobilisation urbaine communiste. Dans les années 1970, le PCF est concurrencé sur sa gauche et sur son terrain par de nouvelles forces politiques, le PSU, les organisations « gauchistes », le Parti socialiste et de nouveaux mouvements sociaux qui se sont détachés de l'horizon révolutionnaire pour se recentrer sur les combats pour la dignité des travailleurs immigrés ou la défense de l'environnement et du cadre de vie. Le mouvement social dans les villes populaires, qui n'est pas homogène à l'image de la segmentation ancienne des territoires urbains, a glissé, selon Annie Fourcaut, de « la classe ouvrière à la crise des banlieues ». Des banlieues populaires et souvent verticales, mais aussi des banlieues dortoirs et souvent pavillonnaires qui n'ont cessé de s'étaler sous l'effet de la périurbanisation des Trente glorieuses en s'éloignant des lieux de travail et des épencentres traditionnels de sociabilité et de mobilisation du mouvement social.

## **Conclusion**

Depuis la révolution industrielle, le mouvement social s'est ordonné autour de deux fortes récurrences, les conditions de vie et les représentations sociales. Apaches du XIX<sup>e</sup> siècle, blousons noirs des années 1960, racailles des années 2000 ne seraient qu'un seul et même visage

de la relégation urbaine. Les lotissements populaires et défectueux, les taudis, les bidonvilles, les zones dites de non droit des grands ensembles, les hôtels meublés et les copropriétés surendettées et délabrées ne désigneraient qu'un seul et même habitat, celui des populations pauvres ou modestes. L'histoire longue des mouvements sociaux de la ville balance toujours entre désaffiliations et recompositions, entre replis et conquêtes, entre contestations et régulations. Ces mouvements diffus et continus renouvellent et reconfigurent l'urbaine de la France des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles sous le poids des dynamiques sociales, politiques, culturelles, idéologiques et religieuses qui interagissent sur la morphologie de la ville. Leurs mobilisations provoquent toujours à court, moyen et long termes des réactions qui se lisent dans les modes d'appropriation et de contrôle des territoires, dans l'évolution des politiques publiques et dans les formes de ressourcement du mouvement social.

## Bibliographie

- BAUBEROT A., BOURILLON F. (dir.) (2009), *Urbaphobie. La détestation de la ville*, Editions Bière, Pompignac.
- BERNHARDT C., MASSARD-GUILBAUD G. (dir.) (2002), *Le démon moderne : la pollution dans les sociétés urbaines et industrielles d'Europe*, Presses universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand.
- FOURCAUT A. (1986), *Bobigny, Banlieue rouge*, Éditions ouvrières/Presses de la FNSP, Paris.
- FOURCAUT A. (2000), *La banlieue en morceaux. La crise des lotissements défectueux en France dans l'entre-deux-guerres*, Créaphis, Paris.
- JOLIS S. (2013), « La CNL : un syndicalisme entre sociabilités militantes, rapport de domination et processus d'autonomisation », in BELLANGER E., MISCHI J. (dir.), *Les territoires du communisme*, Armand Colin, Paris.
- MAREC Y. (dir.) (2005), *Villes en crise ? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Créaphis, Paris.
- MARTELLI R. (2008), *L'archipel communiste*, Éditions sociales, Paris.
- OFFERLE M. (2009), « Histoire », FILLEULE O., MATHIEU L., PECHU C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po., Paris, p. 286-292.
- PUDAL B. (1989), *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Presses de la FNSP, Paris.
- RETIERE J.-N. (2003), « Autour de l'autochtonie : réflexion sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, p. 121-143.
- TILLY C., TARROW S. (2008), *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Les Presses de Sciences Po., Paris.
- WIRTH L. (1934), « Urbanism as a Way of Life », *The American Journal of Sociology*, n° 38, in GRAFMEYER Y., JOSEPH I. (dir.) (2004), *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Champs Flammarion, Paris, p. 255-281.